
Documents sauvegardés

Mercredi 8 avril 2026 à 0 h 56

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Monde

8 avril 2026

De la France à Israël, un flux régulier de composants militaires

L'annonce, mardi 31 mars, par une porte-parole du directeur général du ministère de la défense israélien de la décision d'Israël « de ramener à zéro les achats de défense ...

3

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2026 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20260408-LM-202604083x20x21914124215x215

Nom de la source

Le Monde

Mercredi 8 avril 2026

Type de source

Presse • Journaux

Le Monde

• p. 4

Périodicité

Quotidien

• 1086 mots

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France



De la France à Israël, un flux régulier de composants militaires

Selon un rapport, 525 cargaisons de matériel français ont été expédiées vers les entreprises de défense israélienne depuis octobre 2023

Christophe Ayad et Olivier Pinaud

L'annonce, mardi 31 mars, par une porte-parole du directeur général du ministère de la défense israélien de la décision d'Israël « de ramener à zéro les achats de défense effectués en France » au profit de « pays alliés » concernera-t-elle les dizaines de sociétés françaises recensées par le rapport d'Urgence Palestine et de Palestinian Youth Movement, rendu public mardi 7 avril, comme vendant des équipements militaires à Israël.

Ce document de 66 pages que *Le Monde* a obtenu, intitulé « Les dessous des exportations militaires françaises vers Israël » et compilé à partir de recherches en sources ouvertes, ne se veut « pas exhaustif », mais aussi complet et précis que possible. Il démontre un flux régulier et diversifié d'équipements qui, à eux seuls, ne constituent pas des armes prêtes à l'emploi, mais alimentent l'industrie de défense israélienne en composants parfois essentiels. Urgence Palestine et Palestine Youth Movement sont des collectifs de jeunes Palestiniens, basés respectivement en France et aux Etats-Unis

Selon le rapport, « entre octobre 2023 et mars 2026, plus de 525 cargaisons de matériel militaire ont été expédiées par des fabricants français vers les industries israéliennes de défense et aérospatiales ». Les principaux exportateurs français recensés sont Sermat, ADR, Effbe France, Eurolinks, Savimex, Safran, Thales, Cimulec, Amphenol Air LB, Radiall, Aubert & Duval, Vishay MCB et Hutchinson. Du côté israélien, Elbit Systems, premier fabricant d'armes du pays, est à l'origine de la quasi-totalité des achats, que le rapport n'a pas pu chiffrer.

Plus de 90 % des expéditions, issues d'une cinquantaine de villes et de douze régions de France, ont été acheminées par la compagnie aérienne israélienne El Al. L'écrasante majorité de ces vols ont décollé de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, qui est aussi utilisé de façon intensive, selon le rapport, pour « le transit de fret militaire américain entre l'Amérique du Nord et Israël ».

Parmi les industriels contactés par *Le Monde*, Thales, dont le rapport d'Urgence Palestine estime que quatre de ses filiales approvisionnent les divisions

guerre électronique, drones, systèmes C4I (les fonctions de contrôle et commande et de renseignement) et radars au sol d'Elbit Systems, rappelle la position qu'il défend depuis des mois : « Depuis le 7 octobre 2023, Thales n'a exporté aucune arme ni aucun système létal vers les forces armées israéliennes, ni directement ni par l'intermédiaire de fabricants tiers. Thales respecte strictement les réglementations françaises et internationales en matière de contrôle des exportations ainsi que les sanctions internationales en vigueur. »

Exportations assumées

Aubert & Duval vend des tubes en acier équipant des obusiers ou des tanks à Elbit Systems, mais assure que « la licence d'exportation de matériel de guerre accordée par l'Etat français prévoit explicitement que le produit final(...) soit réexporté à des forces armées qui ne sont pas celles d'Israël. Aubert & Duval ne vend donc aucun matériel militaire aux forces armées israéliennes », avait expliqué l'entreprise en juin 2025.

Le ministère des armées a ordonné, en octobre 2025, l'arrêt des exportations de

Documents sauvegardés

la société Sermat vers Israël, avait révélé le média en ligne *Disclose*, car celles-ci étaient non conformes à la législation. Ces contrats portaient notamment sur la fourniture d'alternateurs et de moteurs électriques pour des drones d'Elbit Systems.

Le cas d'Eurolinks, qui fabrique des maillons, c'est-à-dire les liens permettant de charger les munitions, est déjà connu grâce aux révélations de *Disclose* et de *Marsactu*. Mais, malgré les révélations de presse et le refus des dockers CGT de Marseille de charger une livraison en juin 2025, le rapport d'Urgence Palestine fait état « d'un flux continu de 12 expéditions documentées totalisant 9,94 millions de liens de munitions sur vingt et un mois ». De fait, l'Etat français n'a pas annulé la licence d'Eurolinks. Celle-ci « ne donne pas droit à l'armée israélienne d'utiliser ces composants », avait déclaré en mars 2024 Sébastien Lecornu, alors ministre des armées, qui doivent uniquement entrer dans la fabrication d'équipements ensuite exportés par Israël.

D'après le rapport annuel sur les exportations d'armement de la France remis au Parlement en septembre 2025, « le flux de livraisons vers Israël a diminué de moitié[en 2024] par rapport à 2023 pour s'établir à 16,1 millions d'euros », soit 0,2 % du total des livraisons d'armements françaises dans le monde. Les prises de commandes ont, en revanche, augmenté d'un tiers, à 27,1 millions, soit 0,13 % du total des commandes. « Ces commandes correspondent pour les deux tiers à des composants qui seront intégrés dans des matériels réexportés dans des pays tiers », explique le rapport.

Régulièrement interrogées et mises en cause, les autorités françaises assument ces exportations, qu'elles présentent comme essentiellement destinées à des fins « défensives » ou à de la réexportation vers des pays tiers. L'efficacité du contrôle de ces réexportations est régulièrement questionnée par les associations propalestiniennes, mais le gouvernement considère le dispositif en place comme suffisant.

Quant aux biens à double usage (civil et militaire), « une large partie » des 103 autorisations accordées à destination d'Israël en 2024 « portait sur des biens destinés à des usages civils tels que des produits chimiques à destination de laboratoires universitaires, des détecteurs infrarouges pour systèmes de véhicules autonomes ou encore des équipements de fabrication de semi-conducteurs », indique la direction générale des entreprises, dans son rapport 2025.

« Le décalage entre la politique officielle de la France et la réalité de sa chaîne d'approvisionnement, où des composants ont permis l'armement de drones au-dessus de Gaza, soulève de sérieuses questions quant à sa complicité », estiment Urgence Palestine et Palestinian Youth Movement, qui invoquent, notamment, le traité sur le commerce des armes, signé et ratifié par la France en 2013, selon lequel « un Etat partie ne doit autoriser aucun transfert d'armes(...) s'il a connaissance que ces armes pourraient servir à commettre un génocide, des crimes contre l'humanité(...), des attaques dirigées contre des civils(...) ou d'autres crimes de guerre. »

Les deux organisations demandent à la France de « mettre en place un embargo

bilatéral total et complet sur les armes à destination d'Israël » incluant les « composants, pièces détachées et composants à double usage ». L'intention du gouvernement de Benyamin Nétanyahou d'arrêter l'achat d'armes et d'équipements militaires français pourrait exaucer une partie de ces vœux.